

L'éducation permanente, poumon de la démocratie

Comme un organisme vivant, la démocratie a besoin d'oxygène. L'éducation permanente veille à lui en apporter. Dans un contexte morose, alors que fait rage la bataille des idées dans toutes les strates de la société, ses dispositifs de rencontre, de débat et d'action collective sont autant de respirations bien utiles.

D'après le dictionnaire, la démocratie est une « *forme de gouvernement dans laquelle la souveraineté appartient au peuple*¹ ». Qu'elle soit directe, participative ou représentative, la démocratie n'est pas un système immuable. Il s'agit d'un processus en évolution, qui doit être constamment entretenu, dynamisé. On pourrait le comparer à un logiciel qui, pour rester performant et adapté, doit être régulièrement mis à jour, par et pour ses utilisateurs et utilisatrices.

Vivifier la démocratie

Pour beaucoup de gens, les premiers mots qui viennent à l'esprit lorsqu'on parle de démocratie sont : élections, politique, ministres... Mais vivre en démocratie, ce n'est pas seulement élire des représentant.es tous les quatre ou cinq ans ; ce n'est pas uniquement l'affaire des personnalités politiques. Non, les moteurs de la démocratie, ce sont avant tout les citoyennes et les citoyens, de tout horizon et de toute condition sociale. La démocratie se vit, chaque jour, bien sûr dans les parlements, mais aussi au sein du tissu économique, social et culturel.

Information, délibération, émancipation

La démocratie ne peut vivre que par l'intermédiaire de citoyens et de citoyennes en capacité de s'y intéresser et de s'impliquer. Or, pour exercer ce droit à la participation, les individus ont besoin non seulement d'accéder à une information de qualité mais aussi de la mettre en débat, de croiser les points de vue : ce travail de délibération permet une évolution, un déplacement... C'est une façon de ne pas rester figés mais plutôt de cheminer ensemble, pour construire un point de vue collectif.

Ces deux principes – accès à l'information et délibération – n'ont rien d'évident à l'ère des réseaux sociaux et du tout-numérique. Paradoxalement, alors que jamais un individu « ordinaire » n'a eu autant de possibilités de se renseigner et de s'exprimer, la désinformation fait des ravages, au point que « *ce ne sont même plus les interprétations des faits qui sont en débat, mais les faits eux-mêmes*² », comme s'en inquiète la journaliste Salomé Saqué.

Dans ce contexte, les organisations d'éducation permanente sont précieuses, car « *elles permettent justement de construire un regard critique, librement (elles sont mêmes financées par les pouvoirs publics, de manière structurelle, durable, pour remplir cette fonction)*.³ » L'éducation permanente vivifie la démocratie parce qu'elle met en place des dispositifs de rencontre, de débat, pour susciter la réflexion et la prise de recul critique, autant de manières d'oxygéner la société en évitant le repli sur son pré carré et l'isolement.

¹ <https://dictionnaire.lerobert.com/>.

² S. SAQUÉ, *Résister*, Paris, Éditions Payot, 2024.

³ Centre de formation Cardijn, *Population en difficulté cherche démocratie de toute urgence*, 2024.

Sa portée est culturelle, son action collective. Elle se veut émancipatrice, transformatrice... C'est pourquoi ce processus s'inscrit dans le temps long et dans une certaine vision de la société, solidaire et démocratique.

Sous perfusion, mais vital

Émancipation, transformation sociale, action collective... Ces mots qui nous sont chers tiennent pourtant du jargon auprès d'une partie des personnes qui nous demandent en quoi consiste notre travail. Comment expliquer en quelques mots simples un processus qui, pour être compris, doit être expérimenté ? Cette question est d'autant plus importante, à l'heure actuelle, que le secteur est sévèrement questionné et même malmené par le gouvernement qui en a la tutelle... et qui tient les cordons de la bourse !

Le fait que des pouvoirs publics, non seulement *autorisent*, mais aussi *financent* des associations et des mouvements dans le but de susciter une réflexion critique et une action commune est un indicateur de bonne santé démocratique. Cependant, il faut bien reconnaître que le secteur associatif – y compris l'éducation permanente – fonctionne en grande partie grâce aux subsides publics (donc à l'argent des contribuables), ce qui peut nuire à son autonomie.

Ce pourrait être une faiblesse, une dépendance, mais on peut aussi y voir un juste retour des choses. Sans éducation permanente, ou du moins sans politiques culturelles qui permettent aux citoyennes et aux citoyens de dire leur réalité et de dessiner la société de demain, la démocratie serait beaucoup moins vivace. Et sans démocratie, quelle serait la vocation des pouvoirs publics, si n'est de répondre à des directives autoritaires ou de se soumettre aux lois débridées du marché ?

Comme l'expliquait un collectif d'organismes de la société civile, « *qu'on le veuille ou non, l'apprentissage de la démocratie et de la citoyenneté a un coût.* » Mais cet investissement est nécessaire, car « *l'histoire nous a montré qu'il n'y a pas de démocratie sans démocrates, sans un apprentissage de la citoyenneté tout au long de la vie.*⁴ » Il est donc tout à fait logique de réclamer des moyens pour développer des dispositifs aussi importants.

Cependant, ces difficultés liées au financement de l'éducation permanente – et plus largement du secteur associatif – ne sont qu'une des nombreuses conséquences des victoires idéologiques de la droite. Ce glissement ne doit rien au hasard : une *bataille culturelle* est en cours, et nous avons un rôle à y jouer.

Mener la bataille culturelle

Qu'on la qualifie de conservatrice, réactionnaire ou extrême, la droite propage ses idées et les fait passer pour évidentes, à force de matraquage. Le président du Mouvement réformateur l'assume crânement, sur le plateau du JT, quand il affirme mener une « *guerre culturelle* » et la nécessité, selon lui, de « *gagner dans les esprits*⁵ ».

Des constats alarmants

La parole décomplexée de certains leaders politiques a contribué au déplacement de la *fenêtre d'Overton*⁶ : des idées qui semblaient choquantes il y a peu, sont aujourd'hui largement diffusées.

⁴ « Qui sont les assistés ? », https://economiesociale.be/fil_actu/carte-blanche-qui-sont-les-assistes/, 15.10.2025.

⁵ RTBF, journal télévisé du 03.02.2025.

⁶ Théorisé par le lobbyiste américain Joseph Overton, ce concept désigne l'ensemble des idées et des opinions considérées comme acceptables dans l'espace public. À force de marteler des propos extrêmes, il est possible

Menée sur tous les fronts, la stratégie qui consiste à « *inonder la zone de merde* » (dixit Steve Bannon, ancien conseiller de Donald Trump) a favorisé les victoires de la droite, voire de l'extrême droite, dans les urnes mais plus encore dans les mentalités. Non sans conséquences...

Les atteintes à l'état de droit en matière de politique d'accueil, la chasse aux chômeurs et aux malades de longue durée, les attaques assumées contre la société civile... se sont accentuées en raison de cette emprise croissante sur l'opinion publique. Au point que même des victimes du système défendent des idées qui, pourtant, les rendent encore plus vulnérables. Cette tendance va de pair avec la mise en concurrence constante des un.es et des autres, bien servie par les discriminations multiples et les inégalités qui, à leur tour, alimentent le ressentiment et la peur du déclassement. D'où la recherche, d'une part, de boucs émissaires et, d'autre part, de figures providentielles ou de leaders autoritaires, au risque de mettre à mal la démocratie.⁷

Pour le secteur de l'éducation permanente, cela se traduit par plusieurs difficultés : la mobilisation compliquée des publics (lassitude, fatigue, opposition) ; l'épuisement des travailleurs.euses, en manque de victoires symboliques ; l'accumulation et la complexité des défis sociaux et écologiques... Et aujourd'hui, la réduction des ressources !

Il s'agit d'une nouvelle donne, inédite depuis que l'éducation permanente est reconnue et financée par les pouvoirs publics.

Des méthodes pour comprendre... et se défendre

Paradoxalement, les attaques subies ces derniers mois par le secteur associatif sont peut-être le signe que la bataille des idées n'a pas encore été remportée par cette droite décomplexée, mais qu'une forme de lutte est toujours en cours... et donc que toutes les victoires restent encore possibles, à partir des initiatives citoyennes, des mouvements sociaux, de la société civile, car ce sont les lieux par excellence où se forge l'esprit critique, où le débat démocratique infuse, où les solidarités se vivent, et où une forme de résistance s'organise !

Plus que jamais, ce défi « culturel » plaide pour le renforcement des dynamiques qui nous sont chères : rassembler les personnes pour favoriser la réflexion en groupe, échanger des idées et débattre ; accompagner la conflictualité et la diversité d'opinions ; motiver la prise de parole des personnes les plus fragilisées ou discriminées ; analyser la situation, déconstruire les mécanismes à l'œuvre et proposer des pistes, des plus concrètes aux plus utopiques. Les différents axes prévus par le cadre légal permettent ces approches complémentaires.

En ce sens, l'éducation permanente est aussi un *blason* de la démocratie : elle en est à la fois un *emblème* et un *bouclier*. Issue des pratiques d'éducation populaires et reconnue comme un symbole, elle doit maintenant servir de protection contre les atteintes aux principes démocratiques que sont la participation citoyenne, l'égalité, la liberté associative, l'état de droit, la séparation des pouvoirs...

Action collective, prise de risques et engagement

« *Mais qu'est-ce qu'on peut faire ?* » Cette question, souvent posée au sein des groupes, renvoie à la nécessité de traduire les constats et l'analyse en actions, au service d'une société solidaire. Il faut continuer de viser un horizon, même utopique, mais aussi essayer de l'atteindre de façon concrète.

de déplacer cette « fenêtre » et de rendre certaines idées plus tolérables, même si précédemment elles étaient considérées comme choquantes.

⁷ « Si ce n'est pas du fascisme, qu'est-ce que c'est ? », dans *Contrastes*, Namur, Les Équipes populaires, n° 233, avril-mai 2026, pp. 3-5.

Viser un horizon... Mais lequel ? Transformer la société... Mais pour construire quoi ? Ce ne sont pas les idées qui manquent mais, pour ne pas se laisser noyer par les propositions de plus en plus nauséabondes émanant de la droite conservatrice ou extrême, il faut aussi se positionner sur les enjeux qui se sont imposés dans le débat public.

Pour citer un exemple, la campagne menée en 2025 par les Équipes populaires a osé se saisir d'un défi majeur en clamant, de façon un peu provocante, que « *l'impôt, ça nous enrichit !* » Car en effet, la justice fiscale est une revendication emblématique du terrain à (re)conquérir dans cette bataille des idées. Perçu comme une punition, mal utilisé quand il est mis au service de politiques néolibérales, l'impôt est aussi essentiel quand il « *finance les services publics dont nous bénéficions tous* », et pourrait être « *un outil magnifique pour avancer dans le sens d'une société qui protège, soutient et investit en chacun de nous.*⁸ » Voilà donc un sujet à continuellement ramener sur la table, au sein de nos organisations et de nos groupes.

Dans le même ordre d'idées, il est temps de (re)gagner du terrain là où nous en avons le plus perdu, à savoir les questions relatives à l'accueil et à la migration. Depuis trop longtemps, les personnes sans-papiers, étrangères, primo-arrivantes ou réfugiées (souvent confondues) sont les premières cibles de la violence institutionnelle et des politiques iniques menées en Europe et dans nos régions. Comme l'évoque une étude du Centre de formation Cardijn, « *le thème de la migration est une clé de voûte. Autour de lui s'articulent des choix de société : accueil ou exclusion ? priorité nationale ou égale dignité humaine ?*⁹ » Plus que tout autre, ce thème rappelle que notre démarche n'est jamais neutre : l'éducation permanente « *s'inscrit dans une perspective d'égalité et de progrès social* » ; elle a pour but « *de construire une société plus juste, plus démocratique et plus solidaire qui favorise la rencontre entre les cultures*¹⁰ ».

Fiscalité, migration... Pour entretenir la participation citoyenne, l'éducation permanente doit prendre le risque de traiter les sujets sensibles et compliqués, avec de la nuance mais aussi de l'engagement. Avec les gens. Pour les gens. En renforçant le travail de proximité et en créant des alliances entre acteurs et actrices de ce secteur riche et foisonnant, poumon de notre démocratie.

⁸ « L'impôt, ça nous enrichit ! », dans *Contrastes*, Namur, Les Équipes populaires, n° 228, mai-juin 2025, p. 3.

⁹ *Sur le pont des murmures*, Namur, Centre de formation Cardijn, 2025, p. 6.

¹⁰ Extraits du Décret relatif au développement de l'action d'Éducation permanente dans le champ de la vie associative, article 1er § 1 et 3, modifié le 04.11.2018.